



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES ADDITIFS ALIMENTAIRES

Quarante-neuvième session

11-15 mai 2026

PROPOSITION DE NOUVEAUX TRAVAUX SUR

UNE DÉFINITION DIRECTRICE POUR UNE APPLICATION PLUS UNIFORME DES DISPOSITIONS
RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES « PETITS EMBALLAGES » ET DES EXEMPTIONS CONNEXES
PRÉVUES DANS LES TEXTES EXISTANTS DU CODEX(Préparé et soumis par l'ICGA)¹

INTRODUCTION

1. Ce document de travail fournit au Comité (ci-après « le CCFL ») des informations sur les discussions antérieures du CCFL sur le sujet des petits emballages et des petites unités, ainsi qu'une justification détaillée de la nécessité d'entamer un nouveau travail sur une définition directrice de « petit emballage » (c.-à-d., couvrant « petit paquet » et « petit emballage »). Ce document de travail contient des **recommandations détaillées à l'attention du CCFL 49** (voir les **para. 20 à 23 ci-dessous**) ainsi qu'un **document de projet** (tel que présenté dans l'**annexe II** de ce document de travail), pour examen et discussion ultérieure par le groupe de travail sur la hiérarchisation des travaux du CCFL et par la réunion plénière du CCFL49.

2. Une **auto-évaluation de la proposition de nouveau travail** est présentée dans le tableau 1bis inclus dans l'**annexe 4 de l'annexe 1** de ce document de travail, conformément au document d'information finalisé par le CCFL48 et approuvé par la CAC47).

DISCUSSIONS RÉCENTES DU CCFL SUR LES PETITS PAQUETS

3. Lors de sa 46^e réunion, le Comité du Codex Alimentarius sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) a noté la possibilité d'aligner les exemptions d'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage pour les petits emballages avec les déclarations nutritionnelles à l'arrière de l'emballage. Selon les dispositions actuelles du Codex, la déclaration des éléments nutritifs est obligatoire pour tous les aliments préemballés faisant l'objet d'une allégation nutritionnelle ou de santé, mais certains aliments peuvent être exemptés en raison de leur petit emballage (voir CX/FL 21/46/12, annexe II, tableau, entrée numérotée 18).

4. Lors de sa 47^e réunion plénière, le Comité a également noté qu'« *un observateur [ICGA] a attiré l'attention du Comité sur une nouvelle approche possible proposée par le Mexique dans ses observations écrites sur une nouvelle définition des « petites unités/petits emballages »* » (voir Rép. 23, par. 176), en se référant à sa réponse écrite à la lettre circulaire régulière compilant les observations sur le nouveau travail potentiel (voir CX/FL 23/47/13, par. 17 et 18). Le Mexique a indiqué que sa réglementation exempte les emballages de différentes tailles de l'obligation de faire figurer certains éléments sur l'étiquette, dont certains sont conformes à la définition de la petite unité (10 cm²). Le Mexique a également signalé des exemptions à la déclaration obligatoire des éléments nutritifs pour les produits dont la plus grande surface est inférieure à 78 cm² (à condition qu'une page web ou un numéro soit fourni sur l'étiquette pour obtenir ces informations) et que le système d'étiquetage sur le devant de l'emballage du Mexique a été conçu pour les produits dont la principale surface d'exposition est inférieure ou égale à 40 cm². L'ICGA avait suggéré de revoir éventuellement la définition de « *petite unité* » afin de réduire les obstacles au commerce et de protéger les consommateurs, étant donné que ce concept n'est pas harmonisé entre les pays. En ce qui concerne les *lignes directrices sur l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2-1985, dernière version 2024), l'ICGA avait suggéré que le terme « *petit emballage* » soit davantage défini afin de promouvoir l'harmonisation et la cohérence entre les exemptions d'étiquetage pour les petites unités et les exemptions d'étiquetage nutritionnel pour les petits emballages, et qu'il soit donc également pertinent pour l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage.

5. Lors de sa 48^e réunion plénière, le Comité a noté une proposition de l'observateur de l'International Chewing Gum Association (ICGA), telle que présentée dans le document CRD20 du CCFL48, visant à revoir les critères pour les petits emballages, y compris en ce qui concerne l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage,

¹ L'ICGA représente les principales entreprises de fabrication de gomme à mâcher commercialisée dans le monde entier et fabriquée au niveau national, ainsi que les entreprises qui fournissent les principaux ingrédients fonctionnels utilisés dans les produits de gomme à mâcher et de gomme à bulles. L'ICGA, et son prédécesseur (IFCGA), est une organisation observatrice auprès de la Commission du Codex Alimentarius depuis le début des années 1990 (voir ici).

afin de garantir une mise en œuvre appropriée et réalisable pour les petits produits. Toutefois, aucun membre du Codex n'a indiqué qu'il soutenait officiellement ce travail ni ne s'est porté volontaire pour le diriger. Le Comité a néanmoins décidé d'ajouter ce point au tableau d'inventaire sous le point de l'ordre du jour sur les travaux futurs et de le soumettre au CCFL pour examen éventuel à l'avenir (voir REP/FL24, par. 219 à 223).

HISTORIQUE DES DISCUSSIONS ANTÉRIEURES DU CCFL SUR LES « PETITES UNITÉS » ET SUR LES « PETITS PAQUETS »

6. Le CCEF a examiné la question des « petites unités » et des « petits emballages » dans divers contextes au cours de ses quarante-huit dernières réunions. Dans le *Codex Alimentarius* actuel, le Manuel de procédure de la CAC et tous les documents d'information du Codex, il semble qu'il n'y ait que trois références aux termes « *petite unité* » ou « *petit emballage* ».

7. La première concerne la description du petit emballage pour le maïs miniature dans l'annexe de la norme Codex pour certains légumes en conserve (CXS 297, première adoption : 2009, version actuelle : 2022) relative aux conditions spécifiques pour le « maïs miniature » ou le « jeune maïs ». Dans la section 3 sur le poids et les mesures, il est indiqué que « *le poids minimum égoutté du jeune maïs entier et du jeune maïs coupé ne devrait pas être inférieur à 40 pour cent pour les **petits emballages** (moins de 20 oz ou 500 ml) et à 50 pour cent pour les autres* ».

8. La deuxième concerne les Directives du Codex sur l'étiquetage nutritionnel (CXG 2, première adoption : 1985; version actuelle : 2024, ci-après « CXG 2 ») et sa section 3 sur la déclaration des éléments nutritifs, pour laquelle il est prévu qu'en général « *la déclaration des éléments nutritifs devrait être obligatoire pour tous les autres aliments préemballés, sauf lorsque les circonstances nationales ne permettent pas de telles déclarations. Certains aliments peuvent être exemptés, par exemple, sur la base de leur insignifiance nutritionnelle ou diététique ou de leur **petit emballage*** ». (Section 3.1.2). L'expression « petit emballage » n'est pas définie. Les présentes directives ont été élaborées et modifiées par le CCFL et relèvent de son mandat. Le CCFL a conclu les travaux sur cette partie des directives lors de sa 46^e réunion (voir REP 21/FL).

9. La troisième fait référence aux « **petites unités** » et est incluse dans la section 6 de la *Norme générale Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (c.-à-d., NGÉDAP, publiée dans **CXS 1-1985**, première adoption : 1985, **version actuelle : 2024**), ci-après « CXS 1 » ou « la NGÉDAP », qui prévoit des exemptions aux exigences d'étiquetage obligatoire pour certaines mentions d'étiquetage, telles que la liste des ingrédients, l'identification du lot et le mode d'emploi : « *À l'exception des épices et des fines herbes, les **petites unités**, dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm², peuvent être exemptées des exigences des paragraphes 4.2 et 4.6 à 4.8.* ». **Cette disposition n'a pas été modifiée depuis sa première adoption en 1985.** Elle constitue donc la seule définition permanente des « **petites unités** », définies comme des **emballages** (ou des paquets) **dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm²** (c.-à-d., correspondant à plus ou moins 1,55 po²).

Elle correspond à peu près à l'échelle des figures présentées dans la **figure 1 ci-dessous**. À titre de comparaison et d'exemple seulement, la plus grande surface d'un paquet moyen de dix bâtonnets de gomme à mâcher mesure près de 15 cm², tandis que celle de la plupart des paquets de gomme à mâcher en morceaux ou en pastilles mesure entre 25 cm² et 35 cm², cette face/surface étant souvent celle qui est présentée dans les tablettes des commerces de détail.

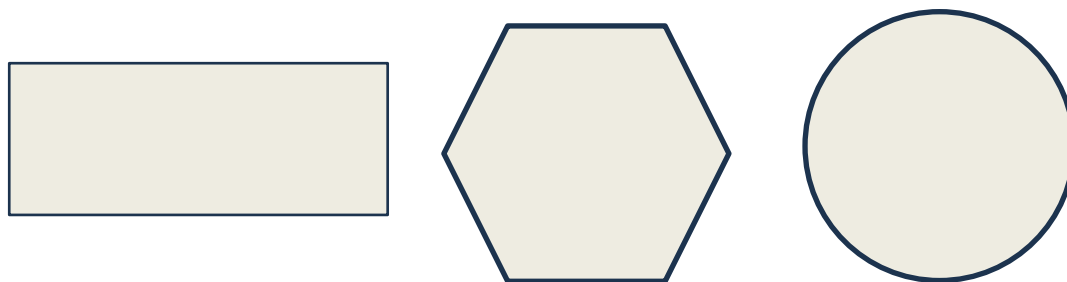


Figure 1. À l'échelle, surface de 10 cm² (1,55 po²) de différentes formes (rectangulaire, hexagonale, circulaire)

10. Le CCFL a discuté du concept de petits emballages ou de petites unités dans divers contextes au cours des dernières années, sans nécessairement aborder les principales questions en vue d'une harmonisation complète, en particulier en ce qui concerne les petits emballages et les exemptions en matière d'étiquetage nutritionnel (alors que le CCFL du Codex s'est déjà mis d'accord sur une définition de « petite unité », et la proposition actuelle de nouveau travail ne suggère ni ne prévoit aucun changement à la définition de « petite unité » du Codex).

11. En ce qui concerne le contexte précis dans lequel le CCEF a discuté de la question des « petites unités » dans le passé, veuillez consulter l'**annexe I – Annexe 1**. Cette partie est fournie à titre d'information seulement, car elle ne relève pas de la portée de la présente proposition de nouveau travail.

12. En ce qui concerne le contexte précis dans lequel le CCEF a discuté de la question des « petits paquets » dans le passé, veuillez consulter l'**annexe I – Annexe 2**. Cette partie est très pertinente pour discuter de la présente proposition de nouveau travail.

RAISONNEMENT EN FAVEUR D'UN NOUVEAU TRAVAIL VISANT À ÉLABORER UNE DÉFINITION DES PETITS PAQUETS (« PETITS EMBALLAGES » - « PETITS PAQUETS »)

13. Il convient de noter que de nombreux pays ont adopté les deux principales références textuelles du Codex sur (a) les petites unités (dans le contexte des exemptions aux mentions d'étiquetage générales) et sur (b) les petits emballages (en relation avec l'étiquetage nutritionnel en particulier). Le **tableau 1** figurant à l'**annexe I – annexe 3** résume quelques exemples dans différentes régions du monde où de telles exemptions peuvent déjà exister, mais avec des approches différentes dans la définition des petits paquets/petits emballages pour accorder des exemptions à l'étiquetage nutritionnel et/ou aux systèmes d'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage.

14. À la lecture du tableau 1, on constate un manque évident d'harmonisation dans la manière dont les pays mettent en œuvre les différents textes du Codex et les dispositions connexes concernant l'exemption de certains produits alimentaires en raison de la petite taille de leur emballage.

15. En ce qui concerne les « petites unités », certains pays font référence aux « petites unités » sur la base de la surface du paquet entier, d'autres pays ne précisent pas la base de la surface, et un dernier groupe de pays l'applique de la même manière que la NGÉDAP du Codex, car la disposition fait clairement référence à la plus grande surface. **Bien que le CCFL n'ait aucune mesure précise à prendre concernant la définition actuelle des « petites unités », le Comité pourrait encourager les membres du Codex Alimentarius à promouvoir davantage la mise en œuvre correcte de l'exemption prévue dans la NGÉDAP basée sur les petites unités (qui est de 10 cm² sur la base de la plus grande surface du paquet),** avec des efforts de renforcement des capacités de la part de la FAO et de l'OMS, et l'aide des comités de coordination régionaux de la FAO et de l'OMS qui surveillent la mise en œuvre correcte de toutes les normes et textes connexes du Codex dans les différentes régions du Codex Alimentarius. La présente proposition de nouveau travail au CCFL ne suggère PAS - et ne prévoit pas - de modifier les dispositions actuelles établies pour les petites unités dans la NGÉDAP (CXS 1).

16. En ce qui concerne la définition de « *petit emballage / petit paquet* » et la façon dont elle n'existe actuellement pas, mais est facilement utilisée pour accorder des exemptions à l'étiquetage nutritionnel et aux dispositions d'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage, il existe une grande variété de surfaces utilisées pour accorder de telles exemptions (c.-à-d., sur la base de la surface de l'emballage au complet, ou sur la plus grande surface de l'emballage au complet -- généralement celle qui se trouve dans le champ de vision principal ou qui est exposée dans les tablettes des commerces de détail, et parfois deux surfaces sont utilisées, c.-à-d., la surface totale du paquet et la plus grande surface).

17. Ainsi, l'objectif principal de la présente proposition de nouveau travail serait que le CCFL cherche à rassembler des renseignements exhaustifs sur la manière dont les différents pays membres du Codex ont mis en œuvre les deux principales dispositions établies dans la NGÉDAP (CXS 1) et les Directives concernant l'étiquetage nutritionnel (CXG 2), respectivement.

18. Sur la base de cette première étape de collecte de renseignements, le CCFL pourrait ensuite élaborer d'autres orientations sur l'interprétation du terme « petit emballage », en particulier sur la mise en œuvre de la section 3.1.2 des *Directives du Codex concernant l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2) et de la disposition correspondante de son annexe sur les systèmes d'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage. Ces orientations pourraient également contribuer à la mise en œuvre des exemptions qui sont également prévues sous des conditions supplémentaires dans les deux nouvelles directives du Codex sur le « commerce électronique » (CXG 104-2024, dernière version) et sur la « technologie de l'information » (CXG 105-2024, dernière version), qui font référence à des « exemptions » sans définir exactement ce qu'elles engloberaient. Il semblerait cohérent d'appliquer les mêmes orientations aux trois directives adoptées qui font référence au même concept de « petits emballages » / « petits paquets ».

19. Il est également important de rappeler que le CCFL48 et la CAC47 ont tous deux approuvé le nouveau travail sur l'élaboration d'orientations de haut niveau (c.-à-d., des principes et des critères) pour aider les gouvernements à envisager l'élaboration et l'application de mesures d'étiquetage des denrées alimentaires en cas d'urgence. Comme présenté dans le document de projet (REP 24/FL, Annexe VI), il convient de noter que « *[l]es textes actuels du CCFL n'abordent pas la nécessité d'une prise de décision basée sur les risques pour les exemptions d'étiquetage des denrées alimentaires en cas d'urgence* ». « *Compte tenu de la plausibilité de futures situations d'urgence, il est probable que les gouvernements devront à nouveau prendre des décisions opportunes et fondées sur les risques concernant les dérogations à l'étiquetage des denrées alimentaires, afin de garantir un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat et de faciliter un commerce loyal dans de tels scénarios* ». Le nouveau travail proposé sur les petits paquets pourrait tenir compte de ces travaux parallèles si les futures directives sur les situations d'urgence prévoyaient également des exemptions, ou des assouplissements temporaires, pour les aliments dans de petits paquets en particulier.

RECOMMANDATIONS AU CCFL49 POUR UN NOUVEAU TRAVAIL SUR LA DÉFINITION DE « PETIT PAQUET » (c'est-à-dire, « PETIT EMBALLAGE - PETIT PAQUET »).

20. Le CCFL49 est invité à examiner le document de projet qui figure à l'annexe II du présent document de travail et à soutenir en fin de compte la proposition de commencer ce nouveau travail sur l'élaboration d'une définition directrice pour le concept de « *petits emballages - petits paquets* », qui est actuellement utilisé dans trois directives du Codex adoptées sous la compétence du CCFL, et dans le but de contribuer à une plus grande harmonisation pour l'octroi d'exemptions à l'étiquetage nutritionnel obligatoire, y compris à l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage, parmi d'autres à venir (p. ex., dans les situations d'urgence).

21. L'objectif du nouveau travail proposé n'est **pas** de réviser les dispositions existantes de la NGÉDAP du Codex définissant la « petite unité » relativement à des exemptions de certaines mentions d'étiquetage générales obligatoires. La « petite unité » est donc totalement exclue de la portée de la présente proposition de nouvelle définition ad hoc des « petits paquets ».

22. Une fois la définition conclue et adoptée, le CCFL pourrait alors recommander à la CAC d'ajouter la future définition directrice de « *petit paquet - petit emballage* » dans les trois directives du Codex là où elles sont utilisées; ou, s'il le juge plus approprié, suggérer à la CAC d'ajouter une telle définition directrice dans le Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius, dans la section sur les « *Définitions pertinentes pour le Codex Alimentarius* », étant donné qu'une telle définition directrice de « petit paquet - petit emballage » pourrait être utile à d'autres fins et à d'autres Comités du Codex que le CCFL seulement, dans un avenir proche. La définition directrice pourrait également être ajoutée dans les deux documents.

PROCHAINES ÉTAPES

23. Il est suggéré que le nouveau travail proposé soit effectué lors de deux sessions du CCFL, et il pourrait donc être prévu qu'il soit effectué comme suit, sous réserve de modifications par le CCFL :

Phase 1a – Convenir d'entamer un nouveau travail sur l'élaboration d'une définition précise de « petit emballage » / « petit paquet » sur la base du contenu du « Document de projet » qui sera examiné, amendé et approuvé lors de la réunion du CCFL49 en mai 2026, et à condition que la proposition soit appuyée par un membre du Codex.

Phase 1 b – Au CCFL49 (11-15 mai 2026), charger le Secrétariat du Codex de publier une lettre circulaire à l'intention des membres et des observateurs afin de rechercher et de compiler des renseignements sur les systèmes nationaux et/ou régionaux faisant référence aux « petits emballages » / « petits paquets » et de préciser les situations dans lesquelles ces définitions sont utilisées à des fins d'exemption. L'objectif de cette collecte de renseignements sera de comparer ces définitions de « petits emballages » / « petits paquets » entre autres pour déterminer (a) si elles précisent une surface (b) si une surface est précisée, la partie de l'emballage qu'elle désigne (c.-à-d., la surface totale de l'emballage ou la plus grande surface de l'emballage, ou les deux), et (c) les tailles de ces surfaces; et également d'indiquer à quel type d'exemptions ces « petits emballages » / « petits paquets » sont liés (p. ex., à certaines mentions d'étiquetage générales, et/ou à l'étiquetage nutritionnel, et/ou aux systèmes d'étiquetage sur le devant de l'emballage)

Phase 1c – De préférence au CCFL49 (11-15 mai 2026), établir un GTÉ, présidé par un pays parrain (et en fin de compte co-présidé par d'autres membres du Codex), avec le mandat suivant : « *Sur la base des informations consolidées reçues, le GTÉ, présidé par [] et coprésidé par [] et travaillant uniquement en anglais, est chargé de préparer une série de recommandations pour diffusion pour commentaires à l'étape 3 et de proposer une définition directrice de « petits emballages » / « petits paquets » pour examen par le CCFL50 (qui se tiendra probablement vers la fin de 2027). Le rapport du GTÉ doit être disponible au moins trois mois avant le CCFL50* ».

Phase 2 – Adoption du nouveau travail proposé par la CAC49 (juillet 2026), sur la base de l'examen critique effectué par la session du CCEXEC, qui se tiendra immédiatement avant la CAC49.

Phase 3 – Travaux intersessions du GTÉ entre juillet 2026 et août 2027.

Phase 4 – Rapport du GTÉ disponible trois mois avant la prochaine réunion du CCEF (c.-à-d., le CCEF50), qui devrait se tenir vers la fin de 2027. Si un consensus est trouvé, une éventuelle approbation peut être prévue à l'étape 5/8 de cette session. Si ce n'est pas le cas, la poursuite du travail jusqu'au CCFL51 (en mai 2029) sera justifiée.

Phase 5 – Adoption de la définition proposée lors de la réunion de la CAC qui suit immédiatement la promotion de la définition dans le processus en plusieurs étapes de la procédure uniforme (c.-à-d., lors de la CAC 51, qui se tiendra probablement en juillet 2028, ou lors de la CAC 52 en juillet 2029).

Phase 6 – Inclusion de l'approche proposée (qui peut inclure des définitions) dans les textes pertinents du Codex où ils sont actuellement utilisés, mais non officiellement définis, ou comme remplacement (si la CAC est d'accord) à ajouter dans le Manuel de procédure du Codex sous les définitions pertinentes applicables à l'ensemble du recueil de normes, de codes, de directives, de textes connexes et de bases de données du *Codex Alimentarius*, ainsi qu'aux déclarations de la CAC.

Remarque -- *L'année exacte de l'éventuelle approbation finale par la CAC et la publication ultérieure de la définition convenue dans le recueil du Codex Alimentarius dépendent largement du délai entre les réunions du CCFL et les réunions prévues de la CAC, et dépendent évidemment de la conclusion d'un accord sur l'approche proposée lors de la réunion du CCFL49, à condition qu'un membre du Codex soit disposé à parrainer et à diriger le nouveau travail proposé.*

ANNEXE I

Appendice 1

CONTEXTE PRÉCIS SUR LES « PETITES UNITÉS » dans le cadre des exemptions à certaines mentions d'étiquetage générales obligatoires

1. En ce qui concerne les « *petites unités* » et les « *très petites unités* », le Comité (CCFL) a longuement débattu de ces concepts dans le contexte des dispositions générales relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires, depuis 1973 jusqu'à la première adoption de la NGÉDAP (CXS 1-1985) en 1985. D'autres comités du Codex ont examiné le concept de petit emballage dans le contexte très spécifique des aliments soumis à une norme verticale de « produit » alimentaire, comme pour les herbes et les épices, ou les légumes en conserve.

2. À sa 7^e session (CCFL07), le Comité a noté que le « *Secrétariat du Codex a attiré l'attention du Comité sur la demande du Comité du Codex sur les produits cacaotés et le chocolat (ALINORM 72/22, par. 59) d'examiner la question de savoir si les très petites unités devraient être exemptées d'une déclaration complète des ingrédients sur l'étiquette. Il a également été souligné qu'il s'agissait d'un problème qui n'était pas exclusif aux produits à base de chocolat, mais qui concernait également de nombreux autres produits. À cette occasion, la « délégation de la Suède a déclaré que, selon sa législation, les petites unités pesant moins de 25 grammes ne nécessitaient pas de déclaration obligatoire sur l'étiquette* ». (ALINORM 72/22; par. 63).

3. Lors de sa 8^e session (CCFL08), le Comité a examiné un document de travail (CX/FL 73/10) dans lequel « *un certain nombre de délégations étaient favorables à l'exemption des très petites unités de la déclaration d'une liste complète d'ingrédients sur les étiquettes* ». À cette occasion, « *la délégation de la Pologne a souligné que la signification des mots "très petites unités" devrait être définie* ». En réponse, d'autres délégations « *ont estimé que les très petites unités pouvaient être définies soit par le volume, le poids, la taille maximale de n'importe quelle dimension ou la surface* ». Il a également été suggéré qu'une « *très petite unité pourrait être de 25 ml, 25 grammes, 5 cm ou 50 cm²* ». En outre, « *le Comité a estimé que le critère le plus important pour déterminer quelles informations obligatoires doivent être déclarées sur une étiquette est la disponibilité de l'espace* ». Le CCFL08 est convenu de consulter tous les comités de produits actifs sur ce qui constituerait de « *"très petites unités" qui pourraient être exemptées de la déclaration d'une liste d'ingrédients ou d'autres informations obligatoires, produit par produit* ». La délégation de l'Allemagne a indiqué que l'exemption pourrait également porter sur le « contenu net ». (ALINORM 74/22, par. 68-70). Au cours de la même session, lors de l'examen de dispositions similaires (section 7.4.2) incluses dans le premier projet de norme pour le chocolat, les délégations de la Suède et des États-Unis « *ont indiqué que le côté des petites unités ne nécessitant pas la déclaration du poids net devrait être de 25 g plutôt que de 50 g dans l'intérêt du consommateur* ». (ALINORM 74/22, par. 29).

4. À sa 12^e session (CCFL12), le Comité a noté que le Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO) a examiné la possibilité d'exempter l'identification du lot pour les petites unités dans le cadre de ses discussions sur le projet de norme pour les pâtes à tartiner à faible teneur en matières grasses, mais a également exprimé la nécessité de fournir une liste d'ingrédients « *présentant un intérêt pour les consommateurs, même pour les petites unités* » (ALINORM 78/22, par. 53).

5. Lors de sa 16^e session (CCFL16), le Comité a renvoyé le projet révisé de norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées à l'étape 6 pour un examen plus approfondi. À l'époque, la section 6.1 du projet se lisait comme suit : « *À l'exception des espèces et des siennes, les petites unités (jusqu'à 25 g (ml) /15 g (ml)) (ou) (d'une surface totale inférieure à 50 cm²) peuvent être exemptées des exigences des paragraphes (4.2 [liste des ingrédients], 4.3 [contenu net et poids égoutté], 4.6 à 4.9 [identification du lot, etc.]) à condition que ces informations soient affichées sur une boîte d'exposition, un panneau, une pancarte ou un élément similaire placé près ou à côté des aliments lorsqu'ils sont présentés à la vente au consommateur.* » (ALINORM 83/22, et Annexe VI, Section 6 *Exemptions des exigences d'étiquetage obligatoire*. À la même session, le Comité, lorsqu'il a examiné l'approbation de la disposition d'étiquetage de la norme pour les confiseries au chocolat blanc et au beurre de cacao (à l'étape 8), a indiqué que « *l'observateur de la CEE a proposé que l'exclusion des petites unités de la déclaration du contenu net soit étendue aux unités allant jusqu'à 50 grammes. Le Comité a noté que cela n'a pas été fait pour d'autres produits de chocolat et est convenu d'approuver les dispositions d'étiquetage de cette norme sous réserve d'un examen lorsque le texte révisé de la Norme générale pour l'étiquetage aura été achevé.* »

6. Lors de sa 17^e session (CCFL17), le Comité a examiné une proposition du Royaume-Uni concernant la section 6, selon laquelle « *cette section devrait prendre en compte deux critères, le poids et la surface des petites unités* ». Selon le Royaume-Uni, seules les unités, à l'exception des épices et des herbes aromatiques, d'un poids inférieur ou égal à 5 g ou 5 ml devraient être exemptées des exigences d'étiquetage obligatoire. Le Royaume-Uni a également exprimé sa préférence pour « *une exigence concernant la plus grande surface au lieu de la surface totale pour l'exemption obligatoire et a proposé un chiffre de 10 cm² qui sera examiné par le Comité. Le Comité est convenu d'examiner plus avant cette disposition lors de ses prochaines sessions* » (ALINORM 85/22, par. 281).

7. Lors de sa 18^e réunion, tenue en mars 1985 (CCFL18), le Comité a approuvé la disposition finale, qui se lit

comme suit : « 6.1 À l'exception des épices et des herbes, les petites unités dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm² peuvent être exemptées des exigences du paragraphe 4.2 et des paragraphes 4.6 à 4.8. » Les différentes sections concernent la liste des ingrédients (4.2), l'identification du lot (4.6), le marquage de la date (4.7) et le mode d'emploi (4.8). À cette occasion, il a été noté qu'au Japon, l'exemption de la surface totale maximale était de 30 cm², et que 50 cm² était considéré comme excessif pour la plupart des produits (ALINORM 85/22A, par. 116-117). La CAC16 a ensuite adopté la NGÉDAP en juillet 1985 à l'étape 8.

8. De nombreux pays ont adopté cette disposition dans leur législation nationale et continuent d'appliquer ces dérogations aux exigences d'étiquetage obligatoire pour les denrées alimentaires contenues dans de petites unités définies par la taille de leur plus grande surface inférieure à 10 cm². La proposition de nouveau travail ne porte pas directement sur cette disposition, mais sur la promotion d'une telle exemption et sur la confirmation que les pays mettent en œuvre la disposition exactement comme elle a été adoptée dans la NGÉDAP.

9. Lors de sa 47^e session (CCFL47), le Comité a convenu (à l'étape 5) d'amender cette même section de la NGÉDAP pour s'assurer que cette « *exemption ne s'applique pas à la déclaration des aliments et ingrédients énumérés dans les sections 4.2.1.4, 4.2.1.7 et, le cas échéant, 4.2.1.5* », c'est-à-dire en faisant référence aux sous-sections révisées pertinentes de la section 4.2.1 traitant des exigences obligatoires relatives à certains allergènes alimentaires.

10. Lors de sa 48^e session (CCFL48), le Comité a finalisé les sections révisées de la NGÉDAP sur les allergènes alimentaires et les aliments allergènes, sans modifier les dispositions précises relatives aux petites unités, telles qu'elles figurent à la section 6. La norme révisée CXS 1 a ensuite été publiée début 2025 (voir CXS 1-1985, version 2024). La section 6 se lit actuellement comme suit :

« 6. DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS OBLIGATOIRES D'ÉTIQUETAGE

À l'exception des épices et des herbes aromatiques, les petites unités dont la superficie maximale est inférieure à 10 cm² peuvent être exemptées des dispositions stipulées aux sections 4.2 et 4.6 à 4.8. Cette exemption ne s'applique pas à la déclaration des aliments et ingrédients énumérés aux sections 4.2.1.4, 4.2.1.7 et, le cas échéant, 4.2.1.5. » où les références entre guillemets s'appliquent à :

- la « *liste des ingrédients* » (Section 4.2);
- l'« *identification des lots* » (Section 4.6);
- le « *datage et instructions d'entreposage* » (Section 4.7);
- le « *mode d'emploi* » (Section 4.8);
- les denrées et ingrédients alimentaires connus pour déclencher des allergies alimentaires ou la maladie cœliaque, qui doivent toujours être déclarés comme aliments allergènes lorsqu'ils sont intentionnellement présents dans l'aliment et qui présentent un intérêt global pour tous les pays (Section 4.2.1.4);
- les aliments et ingrédients connus pour déclencher des allergies alimentaires ou la maladie cœliaque, ayant une pertinence régionale seulement, qui doivent toujours être déclarés comme aliments allergènes lorsqu'ils sont intentionnellement présents dans l'aliment dans les régions et pays concernés, à condition que cela soit basé sur les données d'évaluation des risques disponibles pour les populations concernées, en tenant compte des considérations de gestion des risques (Section 4.2.1.7)
- l'étiquetage obligatoire des sulfites (pertinence mondiale) lorsqu'ils sont supérieurs à 10 mg/kg (exprimés en équivalent dioxyde de soufre (SO₂)), en plus ou dans le cadre du nom de l'ingrédient (Section 4.2.1.5).

11. **Le nouveau travail proposé ne suggère PAS et ne prévoit pas de modification de la section 6 susmentionnée de la NGÉDAP**, mais pourrait plutôt constituer une occasion pour le Comité de continuer à encourager tous les pays membres du Codex Alimentarius à appliquer ces dispositions telles qu'elles ont été adoptées et présentées dans la version révisée 2024 de la NGÉDAP publiée en février 2025 (c.-à-d., « petites unités » désigne une surface de 10 cm², soit la surface la plus grande de l'aliment préemballé).

Appendice 2

CONTEXTE PRÉCIS DU « PETIT EMBALLAGE - PETIT PAQUET » dans le contexte de l'étiquetage nutritionnel (y compris l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage), du commerce électronique et de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information

1. En ce qui concerne les « **petits emballages** », la première discussion relative aux exemptions de certaines dispositions pour les aliments préemballés dans de petits emballages a eu lieu en 2009 à la 37^e session du CCFL (CCFL37), dans le contexte de l'avant-projet de principes et de critères recommandés pour la lisibilité de l'étiquetage nutritionnel, qui n'a jamais été finalisé. En effet, le CCFL a examiné le texte proposé qui couvrirait les exemptions relatives à « [(11) Les petits emballages peuvent être exemptés de la déclaration des éléments nutritifs, à condition qu'aucune allégation nutritionnelle ou de santé ne soit faite dans l'étiquetage de cette denrée alimentaire. Les petits emballages sont définis comme des emballages dont la plus grande surface imprimable est inférieure à XX cm² (À DÉTERMINER)]. [(12) Pour permettre l'étiquetage nutritionnel des petits emballages, les autorités nationales peuvent également envisager la déclaration d'un ensemble minimal abrégé d'éléments nutritifs clés] ». Dans les par. 64-66 du rapport du CCFL37, il est expliqué que certaines « délégations ont suggéré que lorsque les petits emballages sont exemptés, la déclaration des éléments nutritifs devrait être exigée sur tous les emballages plus grands contenant les unités plus petites ». Il a également été noté que « cette disposition était pertinente lorsque l'étiquetage nutritionnel était obligatoire. Le Comité a décidé que ce paragraphe serait maintenu entre crochets en attendant les résultats des travaux relatifs à la liste des éléments nutritifs. » (ALINORM 09/32/22, par. 64-66 et Annexe III).

2. Lors de sa 38^e réunion (CCFL38), le Comité a examiné un document d'information expliquant les questions relatives à l'étiquetage nutritionnel obligatoire (ALINORM 10/33/22 Annexe III) et a poursuivi la discussion sur le projet de principes et de critères pour la lisibilité de l'étiquetage nutritionnel. Dans la section « Mise en œuvre » relative à l'étiquetage nutritionnel obligatoire, il a été noté que « les petits emballages, les emballages dont la forme ne permet pas d'apposer une étiquette ou les bouteilles réutilisables. Dans ces cas, les informations nutritionnelles peuvent être fournies par d'autres moyens tels qu'un numéro de téléphone, des étiquettes volantes, une adresse ou un site web », ainsi que « ▪ les aliments qui contiennent des quantités négligeables de tous les nutriments devant être déclarés en vertu des exigences de l'étiquetage nutritionnel obligatoire. Il peut s'agir, par exemple, de grains de café, de feuilles de thé, de café et de thé instantanés non sucrés, d'eau non sucrée/non aromatisée, de condiments, d'extraits aromatiques et de colorants alimentaires. Si cette exemption devait s'appliquer, il faudrait d'abord déterminer une définition de la notion de « quantité négligeable » d'un nutriment; ▪ exempter la déclaration des nutriments qui pourraient être déclarés comme nuls; ▪ les aliments qui ne contribuent pas de manière significative à l'apport alimentaire de la population du pays en question (la mise en œuvre de cette option nécessiterait d'abord une définition de « significatif »); et ▪ les exemptions basées sur la taille de l'entreprise et le type de point de vente. »

3. Lors de la 40^e réunion du CCFL (CCFL40), l'Australie a présenté les résultats d'un groupe de travail électronique sur l'étiquetage nutritionnel obligatoire (REP 12/FL, par. 47-67). Les commentaires d'une délégation indiquaient que « l'étiquetage nutritionnel pour "tous les autres aliments" ne devrait être obligatoire que pour les quatre éléments nutritifs essentiels : énergie, glucides disponibles, protéines et lipides ». Ils ont également proposé une approche progressive de l'étiquetage nutritionnel obligatoire pour tous les autres aliments, en commençant par les quatre éléments nutritifs essentiels et en progressant les années suivantes, ce qui faciliterait son introduction, en particulier dans les pays en développement, en tenant compte de la compréhension des consommateurs, des capacités nationales d'analyse et de suivi de la mise en œuvre, des coûts, etc. Cela permettrait également de reconnaître que tous les éléments nutritifs énumérés à la section 3.2.1.2 ne sont pas aussi préoccupants dans tous les pays ». « Plusieurs autres délégations ont déclaré que la liste des éléments nutritifs à déclarer devrait être celle adoptée par la 34^e CAC et ne devrait pas être revue. Toutefois, il pourrait être envisagé de prendre en compte les circonstances nationales et d'exempter certains aliments de l'étiquetage nutritionnel obligatoire, par exemple sur la base de leur **insignifiance nutritionnelle ou diététique** et de leur **petit emballage** ». « Le Comité est en outre convenu que la section 3.1.2 stipulerait que la déclaration des éléments nutritifs serait également obligatoire pour tous les autres aliments préemballés, mais définirait des exemptions pour les circonstances nationales et les aliments ou emballages spécifiques pour lesquels la déclaration des éléments nutritifs pourrait ne pas être appropriée ou nécessaire, par exemple sur la base de l'insignifiance nutritionnelle ou diététique ou de l'emballage de petite taille. » Le Comité est convenu de transmettre à la Commission du Codex Alimentarius pour adoption finale à l'étape 5/8 les amendements spécifiques aux Directives Codex sur l'étiquetage nutritionnel afin de modifier les sections 3.1.1 et 3.1.2 comme suit :

« 3.1.1 La déclaration des éléments nutritifs devrait être obligatoire pour toutes les denrées alimentaires préemballées faisant l'objet d'allégations nutritionnelles ou de santé, telles que définies dans les Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé (CAC/GL 23-1997).
3.1.2 La déclaration des éléments nutritifs devrait être obligatoire pour toutes les autres denrées alimentaires préemballées, sauf si les circonstances nationales ne le permettent pas. **Certains aliments peuvent être exemptés, par exemple, sur la base de leur insignifiance nutritionnelle ou diététique ou de leur petit emballage.** »

Le texte a ensuite été approuvé lors de la 35^e réunion de la Commission en juillet 2012 et intégré dans la version révisée des lignes directrices sur l'étiquetage nutritionnel (CXG 2). Le texte susmentionné est toujours applicable dans le document CXG 2 (voir le par. 9 de l'introduction de ce document de discussion).

4. Lors de sa 42^e session (CCFL42), le « *Comité est également convenu que la présentation et l'étendue des informations sur les petits emballages devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi* » dans le cadre de la discussion sur la révision de la section de la NGEDAP sur le marquage de la date (REP 15/FL, par. 76). La section révisée sur le *marquage de la date* dans la NGEDAP continue à contenir des exemples de denrées alimentaires nommées (telles que les herbes et les épices, le sel, la gomme à mâcher) soumises à des exemptions de tout marquage de la date. Cependant, lors de sa 43^e réunion (tenue en 2016), le « *Comité n'a pas élaboré d'exigences spécifiques pour les petits emballages* ». (REP 16/FL, par. 47).

5. Lors de sa 45^e session (CCFL45) en 2019, il a été noté que « *la surface pour les petits emballages peut être insuffisante et il a été suggéré de l'augmenter* » (REP 19/FL, par. 71).

6. Lors de sa 46^e session (CCFL46) en 2021, le Comité a pris note de la proposition d'un observateur dans le contexte des exemptions possibles prévues pour les systèmes d'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage énoncées à la section 2.3 des *Directives du Codex sur l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage* (remarque : elle a depuis lors été incluse dans l'annexe II des *Directives du Codex sur l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2; première adoption en 1985 - version actuelle : 2024)). La section 2.3 du document CXG 2 est actuellement libellée comme suit : « *Certaines denrées alimentaires préemballées peuvent être exemptées de l'application de l'OPFL. Les exemptions de l'OPNL devraient s'aligner sur l'exemption de la déclaration des éléments nutritifs telle que décrite à la section 3.1.2 des Directives sur l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2-1985) ». À cette occasion, un observateur (c.-à-d., l'ICGA) « *a attiré l'attention du Comité sur l'absence d'orientation spécifique du Codex concernant le concept de "petit paquet/petit emballage"* ». En réponse, il a été souligné que l'ajout de la référence croisée à la section 3.1.2 des *Directives sur l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2) visait précisément à clarifier que certains aliments pouvaient également être exemptés de l'OPFL, par exemple, « *en raison de leur insignifiance nutritionnelle ou diététique ou de leur petit emballage* » (voir REP 21/FL, par. 66). Ceci est également renforcé par le fait que le Comité a par la suite accepté que les lignes directrices proposées sur l'APLV soient annexées aux *lignes directrices sur l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2) elles-mêmes.

7. Lors de sa 47^e session (CCFL47, 2023), le Comité a également examiné la question de l'extension des exemptions applicables aux petites unités dans le contexte des discussions sur le projet de *lignes directrices sur la technologie* et le projet de *lignes directrices sur le commerce électronique*. Dans ce dernier contexte, « *le CCFL47 a discuté de la proposition de supprimer l'exemption pour certaines informations d'étiquetage sur les petites unités sur les pages de commerce électronique. Ceux qui n'étaient pas favorables à l'extension de l'exemption d'étiquetage pour les petits emballages à la page de commerce électronique ont exprimé l'avis que : contrairement aux aliments préemballés dans de petites unités, il n'y avait pas de limitation d'espace pour fournir des informations sur un produit préemballé dans l'espace de commerce électronique; si une exemption est accordée sans justification, les vendeurs utiliseraient l'exemption et n'essaieraient pas de fournir des informations; les informations seraient disponibles pour le vendeur et ne constitueraient donc pas un fardeau pour les petits fournisseurs. Ceux qui ne sont pas favorables à l'extension de l'exemption d'étiquetage pour les petits emballages à la page de commerce électronique, tout en ne contestant pas qu'il n'y a pas de limitation d'espace, ont exprimé l'avis que : l'exigence imposerait une charge aux opérateurs de petites entreprises en raison de la complexité de la chaîne d'approvisionnement, ce qui pourrait les empêcher de proposer des produits par le biais de ce portail particulier; les petits fournisseurs n'étaient pas nécessairement les producteurs/fabricants des produits, de sorte qu'ils pourraient ne pas avoir accès à des informations sur les produits autres que celles figurant sur l'étiquette. Comme alternative, une proposition a été faite d'ajouter une disposition qui encouragerait les exploitants du secteur alimentaire à fournir des informations supplémentaires qui sont autrement exemptées pour les petits emballages.* » (REP 23/FL, par. 93-97). Le CCFL47 a également examiné, mais n'a pas accepté une proposition alternative : « *Une autorité compétente peut exiger que des informations supplémentaires sur les denrées alimentaires préemballées soient mentionnées sur la page électronique d'information sur le produit et peut spécifier à quel moment de la vente électronique ces informations doivent être présentées* » pour remplacer à la fois les exigences relatives à la période de durabilité et aux exemptions pour les petites unités, mais cette proposition n'a pas été acceptée et a été supprimée ». Le CCFL47 a décidé de maintenir l'exemption pour les petits emballages et la proposition mentionnée ci-dessus (voir REP23/FL, par. 97) entre crochets pour un examen plus approfondi.

8. Lors de sa 48^e réunion (CCFL48) en novembre 2024, le Comité est parvenu à un consensus et a finalisé deux nouvelles directives basées sur les résultats de divers groupes de travail électroniques et virtuels intersessions, qui ont ensuite été approuvées par la 47^e session de la Commission du *Codex Alimentarius* en décembre 2024.

9. En ce qui concerne les *Directives du Codex sur la fourniture d'informations alimentaires pour les denrées alimentaires préemballées offertes par le biais du commerce électronique* (publiées dans le document CXG 104 - 2024), le CCFL48 a accepté de conserver le principe de la possibilité pour les autorités compétentes d'accorder des exemptions à certaines mentions d'étiquetage obligatoires « *dans des circonstances spécifiques* » (voir REP/FL24, Para. 98). La section 5.3 de ces nouvelles lignes directrices se

lit comme suit : « *L'exemption d'étiquetage des petites unités, comme décrite dans la section 6 de la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) ne s'applique pas, à moins qu'elle ne soit justifiée dans des circonstances spécifiques par les autorités compétentes.* » Des orientations supplémentaires sur la taille de l'emballage pour la poursuite de l'octroi de ces exemptions dans le contexte du commerce électronique seraient utiles aux autorités compétentes dans le cadre de la mise en œuvre de ces lignes directrices, étant donné que d'autres exemptions que celles prévues dans la NGÉDAP pourraient également être prises en compte au niveau national lors de l'application de ces lignes directrices CXG 104.

10. Le CCFL48 a tenu des discussions similaires dans le cadre de la finalisation des *Directives sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations sur les denrées alimentaires dans l'étiquetage des aliments* (publiées dans le document CXG 105 – 2024). Le comité a également trouvé une formulation de compromis pour la section 6 de ces lignes directrices, qui traite de *l'utilisation de la technologie pour permettre aux consommateurs d'accéder aux informations sur les denrées alimentaires qui ne figurent pas sur l'étiquette*. Le CCFL48 a en effet maintenu la possibilité de maintenir des exemptions, même dans le contexte de l'accès aux technologies modernes de l'information, puisque « *lorsque les informations relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires ne sont pas accessibles aux consommateurs en raison de conditions de vente ou de dérogations à l'obligation de figurer sur l'étiquette ou l'étiquetage, il convient d'envisager le recours à la technologie pour permettre aux consommateurs d'accéder à ces informations.* » En d'autres termes, les nouvelles *Directives du Codex sur la technologie* ne précisent pas le type d'exemptions qui est couvert par cette disposition, qui reste sujette à l'interprétation de chaque autorité compétente. Des orientations supplémentaires sur la taille de l'emballage pour la poursuite de l'octroi de ces exemptions dans le contexte de l'accès à l'information par la « technologie » seraient utiles aux autorités compétentes dans le cadre de la mise en œuvre des lignes directrices CXG 105.

Appendice 3

LISTE NON EXHAUSTIVE DES DISPOSITIONS NATIONALES ET/OU RÉGIONALES PRÉVOYANT DES EXEMPTIONS AUX MENTIONS D'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRES EN FONCTION DE LA TAILLE DES « EMBALLAGES »

Juridictions	Références réglementaires	Dispositions relatives à des domaines spécifiques
Chine	GB7718-2011 - norme nationale pour l'étiquetage des aliments préemballés, abrogée et remplacée par GB7718-2025 (publiée en mars 2025). La période de transition se poursuit jusqu'en 2027 pour la mise en œuvre complète des nouvelles dispositions.	<p>Article 4.3.2 -- Lorsque la plus grande surface de la denrée alimentaire préemballée est inférieure à 10 cm², seuls le nom du produit, le contenu net, le nom et l'adresse du producteur (ou du distributeur) doivent être étiquetés.</p> <p>Sera remplacé en 2027 par :</p> <p>« Lorsque la plus grande surface maximale de l'emballage ou du contenant d'une denrée alimentaire préemballée ne dépasse pas 20 cm², elle ne peut afficher que les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom de la denrée alimentaire • le contenu net • la date de péremption ou la durée de conservation • les conditions de stockage • le nom et les coordonnées du fabricant et/ou de l'exploitant • le numéro de la licence de production alimentaire • le code standard et le numéro de séquence du produit. »
Philippines	Règles et réglementations révisées régissant l'étiquetage des produits alimentaires préemballés modifiant certaines dispositions de l'ordonnance administrative n° 88-B s. 1984 ou « Règles et réglementations régissant l'étiquetage des produits alimentaires préemballés distribués aux Philippines » et à d'autres fins	<p>Article 11. h -- Exemptions en matière d'étiquetage nutritionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les denrées alimentaires préemballées dans des emballages de vente au détail à plusieurs unités, telles que les bonbons dont la surface est inférieure à 10 cm², peuvent être exemptées des exigences en matière d'étiquetage nutritionnel lorsqu'elles sont vendues avec l'emballage primaire; • Les denrées alimentaires contenues dans des emballages dont l'espace disponible pour l'étiquetage est inférieur à 10 cm² (par exemple, un paquet de gomme à mâcher), à condition qu'aucune allégation nutritionnelle ou de santé ne soit faite;
Singapour	Réglementation alimentaire	<p>Article 8A - Panneau d'information nutritionnelle</p> <p>Le paragraphe 1** ne s'applique pas aux denrées alimentaires préemballées dont la surface totale est inférieure à 100 cm² (centimètres carrés) et dont l'étiquette comporte les éléments suivants —</p> <p>(a) une déclaration de la quantité de chaque nutriment faisant l'objet de l'allégation nutritionnelle; ou</p> <p>(b) en cas d'allégation selon laquelle la denrée alimentaire est exempte de sucre ou en cas d'allégation relative à la valeur énergétique de la denrée alimentaire, une déclaration sur le rendement énergétique de la denrée alimentaire.</p> <p>** Le paragraphe 1 exige que les denrées alimentaires portent des informations nutritionnelles</p>

Juridictions	Références réglementaires	Dispositions relatives à des domaines spécifiques
Thaïlande	<p>Notification du Ministère de la Santé Publique (No. 367) B.E. 2557 (2014)</p> <p>Objet : Étiquetage des denrées alimentaires préemballées^[1]</p>	<p>Article 14 -- Les textes figurant sur l'étiquette doivent être bien visibles et facilement lisibles, la taille des lettres et l'espace de l'étiquette doivent être proportionnés et respectés :</p> <p>1. Présentation du texte à l'article 4, paragraphe 1, la hauteur des lettres ne doit pas être inférieure à 2 mm, elles doivent être facilement lisibles, proportionnellement à la surface de l'étiquette, apparaître dans une partie principale lors de la commercialisation et comporter des textes se succédant horizontalement, sauf pour les étiquettes d'une taille inférieure à 35 cm², des lettres d'une taille supérieure ou égale à 1 mm doivent être présentées;</p> <p>2. Présentation des textes à l'article 4, paragraphe 2, la hauteur des lettres doit être conforme aux prescriptions de la Food and Drug Administration;</p> <p>(3) Pour la présentation des textes visés à l'article 4, paragraphes 4, 5, 6 et 9, la hauteur des lettres doit être la suivante, selon le cas,</p> <p>(3.1) Pas moins de 1 mm si l'espace de l'étiquette ne dépasse pas 100 cm², sauf pour les étiquettes dont l'espace total est inférieur à 35 cm², la présentation de la composition peut être faite sur les emballages à la place;</p> <p>(3.2) Pas moins de 1,5 mm si l'espace de l'étiquette est supérieur à 100 cm²</p>
Australie et Nouvelle-Zélande	<p>NORME 1.2.1 – Code alimentaire</p> <p>Application des exigences en matière d'étiquetage et d'autres informations</p> <p>Code des normes alimentaires – Norme 1.2.1 – Exigences en matière d'étiquetage ou d'information</p> <p>Norme 1.2.8 – Exigences en matière d'information nutritionnelle</p>	<p>Petit emballage, un emballage dont la surface est inférieure à 100 cm².</p> <p>Exigences de lisibilité pour les mentions d'avertissement</p> <p>Une *mise en garde sur l'étiquette doit être rédigée</p> <p>(a) pour les petits emballages, en caractères d'au moins 1,5 mm;</p> <p>(b) à défaut, dans un corps de caractères d'au moins 3 mm.</p> <p>Un panneau d'information nutritionnelle n'est pas nécessaire pour :</p> <p>(a) les denrées alimentaires suivantes, à moins qu'elles ne fassent l'objet d'une *annonce exigeant des informations nutritionnelles :</p> <p>(i) une *boisson alcoolisée normalisée;</p> <p>(ii) une herbe, une épice ou une infusion;</p> <p>(iii) le vinaigre ou l'imitation de vinaigre;</p> <p>(iv) sel iodé, mélange de sels à teneur réduite en sodium, sel ou substitut de sel;</p> <p>(v) le thé ou le café, ou le thé instantané ou le café instantané;</p> <p>(vi) une substance dont l'utilisation en tant qu'additif alimentaire est approuvée;</p> <p>(vii) une substance dont l'utilisation en tant qu'auxiliaire technologique est approuvée;</p> <p>(viii) une denrée alimentaire vendue pour être *utilisée comme auxiliaire technologique;</p>

Juridictions	Références réglementaires	Dispositions relatives à des domaines spécifiques
		<p>(ix) les fruits, les légumes, la viande, la volaille et le poisson qui comprennent un seul ingrédient ou une seule catégorie d'ingrédients;</p> <p>(x) gélatine;</p> <p>(xi) l'eau (y compris l'eau minérale ou l'eau de source) ou la glace; (...)</p> <p>(b) une denrée alimentaire dans un *petit emballage, autre qu'une denrée alimentaire pour nourrissons.</p>
Corée du Sud	<p>Normes d'étiquetage des denrées alimentaires, etc. (N°. 2022-66)</p>	<p>Article 1 – Méthode d'étiquetage</p> <p>Sur la surface d'affichage des informations, le type de denrée alimentaire, le nom (nom commercial) et l'emplacement du bureau de vente, la date limite de consommation (date de fabrication ou durée de conservation), le nom des matières premières et les précautions à prendre doivent être indiqués dans un tableau ou un paragraphe divisé pour chaque indication. Si la surface d'affichage des informations est inférieure à 100 cm², elle peut ne pas être indiquée dans un tableau ou un paragraphe.</p>
Union européenne (et pays membres de l'Espace économique européen)	<p>Règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, tel que modifié et consolidé (avril 2025) :</p> <p>https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A02011R1169-20250401</p>	<p>Exemption de certaines mentions générales d'étiquetage (article 16)</p> <p>Pour les emballages ou récipients dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm², <u>seules les</u> mentions énumérées aux points (a) [nom de la denrée alimentaire], (c) [allergènes], (e) [quantité nette] et (f) [date de durabilité] (...) doivent obligatoirement figurer sur l'emballage ou sur l'étiquette. Les indications visées à l'article 9, paragraphe 1, point (b) [liste des ingrédients], seront fournies par d'autres moyens ou seront mises à disposition à la demande du consommateur.</p> <p>Exemption de l'étiquetage nutritionnel (article 16, omission de certaines mentions obligatoires, par. 3, et annexe V)</p> <p>ANNEXE V - DENRÉES ALIMENTAIRES EXEMPTÉES DE LA DÉCLARATION NUTRITIONNELLE OBLIGATOIRE</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Produits non transformés composés d'un seul ingrédient ou d'une seule catégorie d'ingrédients; 2. Les produits transformés qui n'ont subi qu'une seule transformation, à savoir la maturation, et qui comprennent un seul ingrédient ou une seule catégorie d'ingrédients; 3. Les eaux destinées à la consommation humaine, y compris celles dont les seuls ingrédients ajoutés sont le dioxyde de carbone et/ou les arômes; 4. Les herbes, les épices et leurs mélanges; 5. Le sel et les succédanés du sel; (...) 14. Gélatine; 15. Composés pour la prise de confiture; 16. Levures; 17. Gommages à mâcher; 18. Aliments contenus dans des emballages ou récipients dont la plus grande surface est inférieure à 25 cm²; (...)

Juridictions	Références réglementaires	Dispositions relatives à des domaines spécifiques
Liban	Norme du Liban (NL 719/2017)	<p>Les aliments contenus dans des emballages ou des récipients dont la plus grande surface est inférieure à 25 cm² sont exemptés de l'obligation d'étiquetage nutritionnel.</p> <p>En outre, les aliments dans des petites unités (dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm²) sont exemptés de l'obligation de fournir une liste d'ingrédients, un numéro de lot et un mode d'emploi.</p>
Jordanie	Normes de la Jordanie (JS 1473/2022 et JS 9/2010)	<p>Les aliments contenus dans des emballages ou des récipients dont la plus grande surface est inférieure à 25 cm² sont exemptés de l'obligation d'étiquetage nutritionnel.</p> <p>En outre, les aliments dans des petites unités (dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm²) sont exemptés de l'obligation de fournir une liste d'ingrédients, un numéro de lot et un mode d'emploi.</p>
Pays du CCG (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Yémen)	Normes de la GSO (GSO 2233:2025-Troisième édition; et GSO 2406:2025 - Deuxième édition)	<p>Les aliments contenus dans des emballages ou des récipients dont la plus grande surface est inférieure à 25 cm² sont exemptés de l'obligation d'étiquetage nutritionnel.</p> <p>En outre, les aliments dans des petites unités (dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm²) sont exemptés de l'obligation de fournir une liste d'ingrédients, un numéro de lot et un mode d'emploi.</p>
Égypte	Norme égyptienne (EOS 154 6/2024)	<p>Il n'existe pas de disposition définissant les petits paquets ni d'exemption connexe.</p> <p>Toutefois, il existe une définition de « petites unités » (aliments dans des emballages dont la plus grande surface ne dépasse pas 10 cm²) qui sont exemptées de l'obligation de fournir la liste des ingrédients, le lot de production, le marquage de la date, les conditions d'entreposage et le mode d'emploi).</p>
Maroc	Décret marocain n°2-12-389 du 11 Joumada II 1434 (22 avril 2013)	<p>Les aliments contenus dans des emballages ou des récipients dont la plus grande surface est inférieure à 25 cm² sont exemptés de l'obligation d'étiquetage nutritionnel.</p> <p>En outre, les aliments dans des petites unités (dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm²) sont exemptés de toute mention obligatoire, à l'exception du nom du produit, du nom de toute substance susceptible de provoquer une allergie, de la quantité nette du produit, de la date de péremption minimale ou de la date de consommation maximale. En ce qui concerne la liste des ingrédients, elle doit être fournie par tout autre moyen que l'étiquette et être mise à la disposition du consommateur, sur demande.</p>
États-Unis d'Amérique (É.-U.)	Code of Federal Regulation (chapitre 21 CFR 101.9(j)(13)(i) : Voir https://www.ecfr.gov/current/title-21/chapter-I/subchapter-B/part-101/subpart-A/section-101.9#p-101.9(j)	<p>Les aliments contenus dans de petits emballages dont la surface <u>totale disponible</u> pour l'étiquetage est inférieure à 12 pouces carrés (c.-à-d., moins de 77,42 cm²) sont exemptés de l'obligation d'étiquetage nutritionnel (à condition qu'aucune allégation nutritionnelle ne soit faite sur l'emballage ou dans la publicité).</p> <p>Il n'y a pas d'exemption connue à d'autres mentions d'étiquetage et la notion de petite unité (emballage dont la plus grande surface est inférieure à 10 cm²)</p>

Juridictions	Références réglementaires	Dispositions relatives à des domaines spécifiques
		n'existe pas.
Canada	<p>Étiquetage nutritionnel : https://inspection.canada.ca/fr/etiquetage-aliments/etiquetage/industrie/etiquetage-nutritionnel</p> <p>Étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage : https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/legislation-lignes-directrices/documents-reference/industrie-etiquetage-symbole-nutritionnel-devant-emballage.html#a5</p>	<p>Les aliments dans des emballages ayant moins de 15 cm² d'espace d'étiquetage disponible sont totalement exemptés de l'étiquetage nutritionnel obligatoire sur le devant de l'emballage (tant qu'aucune allégation nutritionnelle n'est faite), avec les exemples suivants : bonbons d'une bouchée tels que les bonbons durs emballés, les caramels, les menthes, les bâtonnets individuels de gomme (à mâcher) ou les boules de gomme à bulles.</p> <p>Les aliments dans des emballages dont la surface d'affichage disponible est inférieure à 100 cm² peuvent faire l'objet d'une autre exemption conditionnelle si elles sont soumises à des exemptions précises du tableau de la valeur nutritive.</p>

Tableau 1. Liste non exhaustive des références réglementaires aux exemptions basées sur les surfaces d'emballage

Appendice 4

AUTO-ÉVALUATION DE L'ÉVALUATION ET DE LA HIÉRARCHISATION DES PROPOSITIONS DE TRAVAIL AU CCFL

Le tableau suivant présente les critères supplémentaires sur la base desquels le nouveau travail proposé sur une harmonisation plus poussée des petits emballages pourrait être entrepris par le CCFL, y compris les impacts positifs et négatifs (tels qu'inclus dans le tableau 1bis), conformément au document d'information finalisé par le CCFL48 et approuvé par la CAC47)

Critère	Plus d'informations	Cote (auto-évaluation)
Pertinence par rapport au mandat du CCFL	<i>Le nouveau travail proposé s'inscrit-il dans le cadre du mandat du CCFL?</i>	Oui. Les petits paquets sont mentionnés dans les normes et les lignes directrices de base élaborées par le CCFL dans un passé récent (NGEDAP, étiquetage sur le devant de l'emballage, commerce électronique, technologies de l'information).
Impact sur la santé des consommateurs	<i>Les nouvelles activités proposées peuvent-elles prévenir, réduire ou résoudre un risque pour la santé des consommateurs?</i>	Moyenne. La définition de « petits emballages » n'aurait pas d'impact négatif sur la santé des consommateurs.
Traite des pratiques d'étiquetage fausses, trompeuses ou mensongères	<i>La nouvelle activité proposée peut-elle prévenir, réduire ou résoudre les pratiques d'étiquetage fausses, trompeuses ou mensongères?</i>	Élevée. La diversité des cadres et des définitions juridiques, qui se traduit par une diversité d'informations fournies au consommateur final, est en soi une source potentielle de désorientation pour les consommateurs habitant et voyageant dans une certaine région. Il serait préférable de limiter les options et d'avoir une définition focale unique du Codex pour les petits paquets afin de prévenir cette confusion. La confusion est un aspect de la tromperie.
Impact sur la capacité du consommateur à faire un choix éclairé	<i>Le nouveau travail proposé peut-il aider le consommateur à faire un choix éclairé?</i>	Élevée. Les petits emballages, une fois harmonisés, pourraient également constituer pour le consommateur une référence en termes de taille des portions. Il peut donc inciter les consommateurs à choisir des aliments dont les portions sont plus petites, ce qui permet de limiter les apports journaliers en nutriments préoccupants et donc de promouvoir des régimes alimentaires plus sains.
Impact sur le commerce international	<i>Potentiel du nouveau travail proposé pour promouvoir des pratiques équitables dans le commerce international?</i>	Élevée. Une nouvelle définition harmonisée de « petits emballages/petits paquets » (en plus de la définition existante de « petite unité ») permettrait de faire converger les règles nationales vers un point focal unique, réduisant ainsi les obstacles techniques potentiels au commerce, et offrirait aux citoyens et aux voyageurs du monde entier une compréhension unifiée des informations qui doivent figurer ou non sur ces petits emballages.

Tableau 1bis. Auto-évaluation par l'ICGA du nouveau travail proposé par rapport aux critères adoptés par le CCFL

ANNEXE II

DOCUMENT DE PROJET

PROPOSITION DE NOUVEAU TRAVAIL CONCERNANT UNE DÉFINITION DIRECTRICE POUR UNE APPLICATION UNIFORME DES DISPOSITIONS D'ÉTIQUETAGE RELATIVES AUX «PETITS EMBALLAGES» (c'est-à-dire, «PETITS PAQUETS»)

(Préparé par l'ICGA)²

1. OBJECTIF ET PORTÉE DU NOUVEAU TRAVAIL

L'objectif et la portée du travail proposé est d'élaborer une définition directrice pour les aliments préemballés présentés en « petits emballages » (parfois désignés par le synonyme « petits paquets »). La définition directrice proposée pourrait aider les autorités compétentes à appliquer de manière cohérente la liste des exemptions possibles prévues dans les textes existants du Codex relevant du CCFL. L'élaboration d'une telle définition directrice ne préjuge pas de l'endroit où elle sera incluse dans des textes précis du Codex (tels que le NGÉDAP ou les Directives sur l'étiquetage nutritionnel), ou dans le Manuel de procédure.

Le nouveau travail proposé ne prévoit **aucune** modification de la section 6 actuelle de la NGÉDAP couvrant les exemptions de certaines mentions d'étiquetage obligatoires pour les aliments préemballés en petites unités, mais pourrait plutôt constituer une occasion pour le CCFL d'encourager tous les pays membres du Codex Alimentarius à appliquer de telles dispositions telles que présentées dans la version révisée en 2024 de la NGÉDAP (CXS 1-1985, version 2024) telle que publiée en février 2025, c.-à-d., où « *petites unités* » désigne une surface de 10 cm², soit la surface la plus grande de l'aliment préemballé, et non sa surface totale).

2. PERTINENCE ET MOMENT OPPORTUN

Le CCFL a achevé ses travaux lors de sa dernière session sur la révision des sections pertinentes de la NGÉDAP (CXS 1-1985, version 2024) ainsi que sur les conditions dans lesquelles les autorités compétentes peuvent continuer à accorder des exemptions fondées sur le concept de « *petits emballages* » dans le contexte de l'application des cadres politiques nationaux sur le commerce électronique et les technologies de l'information, comme présenté dans deux nouvelles orientations du Codex récemment publiées (c.-à-d., CXG 104-2024 et CXG 105-2024, respectivement). Les autorités compétentes ont également mis en œuvre progressivement, au cours des quatre dernières années, les exemptions prévues dans les Directives du Codex sur l'étiquetage nutritionnel (CXG 2-1985; version 2024) et en particulier la section 3.1.2, dans laquelle on peut lire : « *La déclaration des éléments nutritifs devrait être obligatoire pour toutes les autres denrées alimentaires préemballées, sauf si les circonstances nationales ne le permettent pas. Certains aliments peuvent être exemptés, par exemple, sur la base de leur insignifiance nutritionnelle ou diététique ou de leur petit emballage.* » Il est opportun de procéder à un examen général de ces dispositions afin de pouvoir les comparer les unes aux autres et de déterminer dans quelle mesure elles peuvent converger vers des définitions directrices uniques et pertinentes pour le commerce mondial, en vue d'une mise en œuvre mieux harmonisée de ces textes du Codex.

3. PRINCIPAUX ASPECTS À COUVRIR

Il est recommandé d'envisager l'inclusion des aspects suivants dans la définition directrice proposée :

- Un énoncé des éléments d'une telle définition directrice;
- Une courte liste des critères de contextualisation possibles associés à la mise en œuvre de cette définition directrice dans les textes pertinents du Codex.
- Un endroit où inclure la définition directrice.
- D'autres aspects à prendre en considération, qui pourraient apparaître au cours de l'élaboration de la définition directrice et de ses critères de contextualisation.

4. ÉVALUATION PAR RAPPORT AUX CRITÈRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NOUVELLES PRIORITÉS DE TRAVAIL**Critère général Critères applicables aux sujets généraux**

(a) La diversification des législations nationales et les obstacles au commerce international qui en résultent ou qui sont susceptibles d'en résulter

Le nouveau travail proposé répond principalement à ce besoin de fournir de nouvelles orientations du Codex pour aider les pays avec un seul point de référence, sous la forme d'une définition directrice du Codex Alimentarius (avec d'éventuels critères de contextualisation), afin de permettre une convergence progressive de toutes les règles nationales existantes vers ce point de référence, dans le but de réduire les divergences

² L'ICGA représente les principales entreprises de fabrication de gomme à mâcher commercialisée dans le monde entier et fabriquée au niveau national, ainsi que les entreprises qui fournissent les principaux ingrédients fonctionnels utilisés dans les produits de gomme à mâcher et de gomme à bulles. L'ICGA, et son prédécesseur (IFCGA), est une organisation observatrice auprès de la Commission du Codex Alimentarius depuis le début des années 1990 (voir ici).

existantes et de réduire les obstacles au commerce international liés à l'étiquetage.

(b) L'étendue des travaux et l'établissement des priorités entre les différentes sections des travaux.

La portée du travail est limitée puisque le résultat final est une description simple de ce que sont les petits paquets et des mesures qui pourraient y être associées. Pour commencer, les membres du Codex recevront un simple questionnaire destiné à recueillir des informations sur la manière dont chaque membre peut déjà avoir une ou plusieurs définitions des petits paquets (l'examen n'inclura pas le concept de petites unités décrit dans le NGEDAP, pour lequel la définition normative du Codex est claire). Sur la base de cette collecte d'informations, un rapport sera présenté pour identifier les points que toutes ces définitions nationales (ou régionales) peuvent avoir en commun et quelles sont les divergences. Le rapport indiquera également le contexte dans lequel ces définitions nationales sont actuellement utilisées. À partir de là, une définition directrice commune et intelligente des petits paquets sera présentée aux membres du Codex et aux observateurs pour qu'ils apportent leurs contributions lors d'une deuxième série de consultations. La définition sera ensuite discutée par la plénière du CCFL.

(c) Travaux déjà entrepris par d'autres organisations internationales dans ce domaine ou suggérés par les organismes intergouvernementaux internationaux concernés

Aucun critère connu ou identifié à ce stade.

(d) Possibilité de normalisation du sujet de la proposition

Ce nouveau travail vise à renforcer le niveau de cohérence par lequel les textes du Codex sont mis en œuvre par les membres du Codex. Il est évident qu'une définition très normative pour les petits emballages n'est pas réalisable, mais elle serait au moins possible

(e) Prise en compte de l'ampleur mondiale du problème ou de la question

Comme le montre l'annexe 1 du document de travail, il existe une grande diversité de situations au niveau national et/ou régional en ce qui concerne la définition de la taille minimale, ce qui mène à des définitions locales variées de « petits emballages ». L'exemple de la définition de « petites unités » montre que lorsqu'une norme du Codex est normative quant à des définitions aussi importantes, elle est souvent appliquée de manière plus uniforme par les pays membres du Codex.

5. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU CODEX SUR LA BASE DU PLAN STRATÉGIQUE DU CODEX (2026 – 2031)

Objectif stratégique 1 : Répondre aux besoins des membres en matière de protection de la santé des consommateurs et de garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires dans un paysage mondial en évolution, en élaborant des normes scientifiques et des textes connexes

Sous-objectif 1.1 Les activités d'analyse prospective sont utilisées pour soutenir l'identification des questions susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité sanitaire des aliments, la qualité et le commerce des denrées alimentaires.

La proposition de ce nouveau travail a été incluse dans la liste A des priorités futures possibles du CCFL lors de sa 48^e session en novembre 2024, reconnaissant ainsi la valeur d'une définition directrice supplémentaire de « petit emballage/petit paquet ».

Sous-objectif 1.2 Les avis scientifiques qui répondent aux besoins identifiés par la CAC et ses organes subsidiaires sont principalement fournis par la FAO et l'OMS et leurs organes consultatifs scientifiques conjoints, sur la base de données représentatives à l'échelle mondiale et d'une expertise et d'une méthodologie internationales appropriées.

La proposition de ce nouveau travail ne nécessite pas d'avis scientifique.

Sous-objectif 1.3 La CAC et ses organes subsidiaires utilisent les avis scientifiques conformément aux principes d'analyse des risques du Codex.

La proposition de ce nouveau travail ne nécessite pas d'avis scientifique.

Sous-objectif 1.4 Les normes et les textes connexes du Codex sont élaborés, examinés et adoptés en temps opportun, de manière transparente et inclusive).

La proposition de ce nouveau travail comprend une proposition de consultation de tous les membres du Codex par le biais d'une lettre circulaire afin de compiler des renseignements pour éclairer le futur groupe de travail électronique chargé d'élaborer la définition directrice. Le processus est donc très inclusif dès le départ et transparent par la façon dont la définition est élaborée. En termes de rapidité, le comité devrait pouvoir trouver un consensus en une seule session, ce qui n'imposerait pas une charge trop lourde au comité, aux membres du Codex et aux observateurs.

Objectif stratégique 2 : Améliorer les systèmes et les pratiques de gestion du travail du Codex qui favorisent l'élaboration efficace et efficiente de normes et de textes connexes

Sous-objectif 2.1 Les systèmes et pratiques de gestion du travail sont affinés et améliorés, en s'appuyant sur les technologies numériques et autres nouvelles technologies

La proposition pour ce nouveau travail sera élaborée sur la base des moyens virtuels actuellement disponibles pour aborder les réponses à la lettre circulaire (en utilisant le Système de mise en ligne des observations du Codex (OCS)) et pour le travail du groupe de travail électronique (en utilisant le forum en ligne du Codex).

Sous-objectif 2.2 Des mécanismes permettant de classer par ordre de priorité les propositions d'élaboration de nouvelles normes ou de révision de normes existantes et de textes connexes sont en vigueur

Le document de travail comprend une proposition d'auto-évaluation en fonction des critères de hiérarchisation des travaux du CCFL, tels qu'adoptés par la 48^e session (2024).

Sous-objectif 2.3 Les présidents, les coordonnateurs, les secrétariats hôtes, les points de contact avec le Codex et les délégués sont soutenus dans leurs rôles respectifs et leurs capacités sont développées et améliorées

L'ICGA est prête à travailler avec toutes les parties intéressées pour renforcer la participation d'un grand nombre de pays et d'organisations observatrices afin de soutenir ce nouveau travail proposé et d'aboutir à une adoption rapide de la définition directrice.

Sous-objectif 2.4 Les membres du Codex sont en mesure de participer activement et durablement à l'ensemble du processus d'élaboration de normes

Non pertinent. Cela dépend essentiellement du bon fonctionnement du fonds fiduciaire du Codex, géré par les organisations mères de la Commission du Codex Alimentarius, et l'OMS en particulier.

Objectif stratégique 3 : Renforcer les relations avec les organisations internationales compétentes, en favorisant une approche coordonnée pour relever les défis mondiaux

Sous-objectif 3.1 La compréhension mutuelle des rôles de la CAC et des organisations internationales compétentes en ce qui concerne les défis mondiaux est améliorée et soutenue par une consultation permanente entre les parties

Ce nouveau travail pourrait aider tous les membres du Codex et les observateurs à définir ensemble une approche commune et universellement acceptée de ce que signifierait en pratique un petit emballage/petit paquet, en plus du concept déjà défini de petite unité, qui n'est *a priori* pas destiné à être couvert ou touché par ce nouveau travail proposé. Il aiderait les membres du Codex à mettre en œuvre les documents d'orientation approuvés récemment par le CCFL et la CAC sur l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage, le commerce électronique et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. Il permettrait également d'établir une distinction officielle entre les petits paquets et les petites unités, car certains pays confondent parfois ces deux concepts qui répondent à deux besoins réglementaires différents.

Sous-objectif 3.2 Les lacunes dans les approches visant à relever les défis mondiaux auxquelles le Codex pourrait contribuer sont identifiées par le biais d'une mobilisation ciblée des organisations internationales concernées

À notre connaissance, il n'existe pas de définition harmonisée des denrées alimentaires en petit emballage/petit paquet qui aurait été élaborée par d'autres organisations, telles que l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à ce jour. Le CCFL a donc toute la latitude pour décider d'élaborer une telle approche pertinente au niveau mondial.

Sous-objectif 3.3 La contribution de la CAC à la transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients est identifiée et prise en compte

Bien qu'elle ne soit pas directement pertinente, une approche harmonisée des petits emballages/petits paquets pourrait contribuer à l'élaboration d'options d'emballage plus durables.

Sous-objectif 3.4 Les contributions des organisations internationales compétentes tout au long de l'élaboration des textes du Codex sont encouragées

Aucune n'est prévue directement pour ce projet. Des discussions sur la norme ISO/TC 34 et des contributions à celle-ci pourraient être utiles.

Objectif stratégique 4 : Maximiser l'impact du Codex en augmentant la visibilité et l'utilisation des normes

Sous-objectif 4.1 Le profil du Codex et sa reconnaissance en tant qu'organisme international d'établissement de normes alimentaires chargé de protéger la santé des consommateurs et de garantir des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires sont renforcés.

Ce nouveau travail proposé sur une approche harmonisée des petits emballages/petits paquets pourrait

contribuer à renforcer le rôle central des textes et des orientations du Codex élaborés par le CCFL pour favoriser la convergence des dispositions nationales et/ou régionales vers un point focal unique, ce qui est l'objectif principal et la fonction de base du recueil de textes normatifs internationaux du *Codex Alimentarius* sur la sécurité sanitaire des aliments et, dans le cas présent, sur les pratiques loyales en matière d'étiquetage des denrées alimentaires assujettis à des accords commerciaux internationaux, c'est-à-dire de mouvements transfrontaliers.

Sous-objectif 4.2 L'utilisation des textes du Codex dans le contexte d'approches intégratives telles que « Une seule santé » est encouragée.

Ce nouveau travail proposé sur une approche harmonisée des petits emballages/petits paquets n'a pas de lien direct avec l'approche « *Une seule santé* », mais il a en lui-même un objectif ambitieux qui pourrait être décrit comme l'approche « *Une seule étiquette* ».

Sous-objectif 4.3 L'harmonisation par l'utilisation accrue des textes du Codex dans l'établissement de systèmes et de règlements nationaux de contrôle des aliments est préconisée.

Ce nouveau travail proposé sur une approche harmonisée de « petit emballage - petit paquet » est avant tout directement cohérent avec ce sous-objectif 4.3, comme cela a été expliqué précédemment dans d'autres sous-objectifs. Une fois approuvée, cette définition directrice pourrait être utilisée par les pays de manière plus cohérente dans le monde entier pour faire converger davantage leurs politiques d'étiquetage et de santé vers ce nouveau point focal du Codex.

6. RELATION ENTRE LA PROPOSITION ET LES AUTRES DOCUMENTS EXISTANTS DU CODEX

Norme générale du Codex pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées - NGÉDAP (CXS 1-1985, version 2024) -- Section 6 sur les exemptions aux dispositions obligatoires d'étiquetage et la définition de « petites unités ».

Directives du Codex sur l'étiquetage nutritionnel (y compris les annexes) (CXG 2-1985, version 2024) -- Section 3.1.2 du corps des directives et section 2.3 de son annexe sur l'étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage.

Directives du Codex sur la fourniture d'informations alimentaires pour les denrées alimentaires préemballées offertes par le biais du commerce électronique (CXG 104-2024, version 2024) – Section 5. Relativement aux « petites unités ».

Directives du Codex sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations sur les denrées alimentaires dans l'étiquetage des aliments (CXG 105-2024, version 2024) - Section 6. Relativement aux « petits paquets » sans les nommer officiellement.

7. DISPONIBILITÉ ET EXIGENCES CONCERNANT LES AVIS SCIENTIFIQUES D'EXPERTS

Ce travail ne nécessite ni contribution scientifique, ni ressources, ni avis d'experts de la part de la FAO, de l'OMS ou de tout autre mécanisme FAO/OMS conjoint.

8. NÉCESSITÉ D'UNE CONTRIBUTION TECHNIQUE À LA NORME DE LA PART D'ORGANISMES EXTERNES

Aucune n'a été identifiée à ce stade, car les représentants des pays membres participant aux sessions du CCFL envoient leurs experts « *de plein droit* » dans ce domaine de travail de l'étiquetage alimentaire et sont donc pleinement conscients et capables de discuter de toute proposition future de définition directrice pour les petits emballages (« petit emballage - petit paquet »).

9. CALENDRIER PROPOSÉ

Le nouveau travail proposé devrait être achevé au cours de deux sessions consécutives du CCFL.